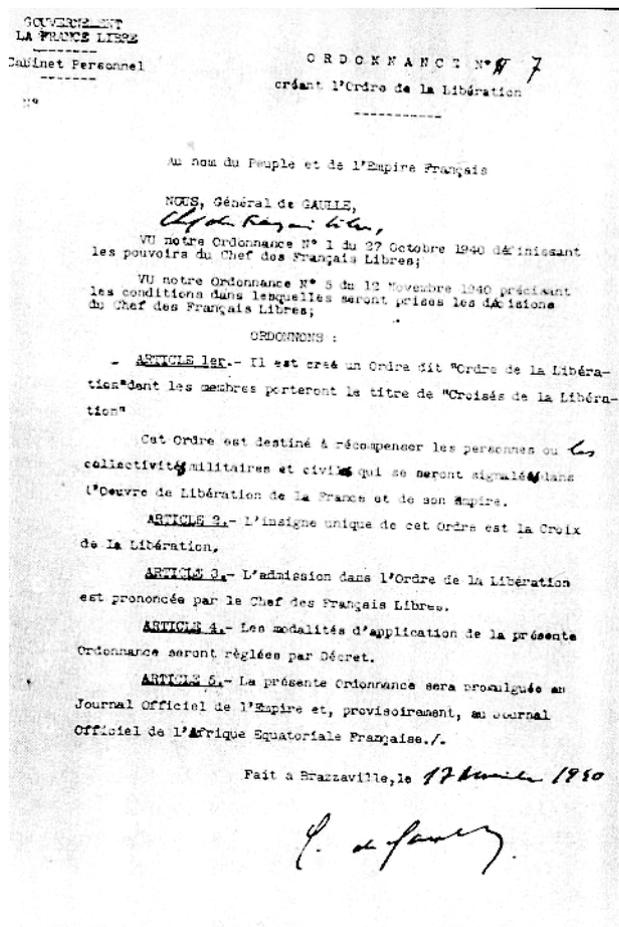


Les compagnons de la Libération dans la Loire

L'Ordre de la Libération

Trois Ligériens, tous originaires du Roannais ou qui y habitaient pendant la guerre, ont été fait Compagnons de la Libération, titre prestigieux qui indique l'appartenance à l'Ordre de la Libération, créé par le général de Gaulle : Roger Crivelli (à titre posthume, Résistance intérieure, 1946), Eugène Déchelette (1945, Résistance intérieure) et Paul Rivière (1945, Résistance intérieure). Roger Crivelli était un jeune résistant qui a été tué par les nazis en 1943 ; Eugène Déchelette appartenait à la France Libre, rejointe dès juillet 1940, et fut parachuté en France pour une importante fonction au sein de la Résistance intérieure ; Paul Rivière s'engagea dans le mouvement *Combat* et multiplia ensuite les missions entre Londres et la France.



L'Ordre de la Libération a été institué par ordonnance du général de Gaulle, Chef des Français Libres, signée à Brazzaville le 17 novembre 1940. L'admission dans l'Ordre est destinée « à récompenser les personnes ou les collectivités militaires et civiles qui se seront signalées dans l'œuvre de la libération de la France et de son Empire ».

L'Ordre ne comporte qu'un seul grade. Ses titulaires ont droit au titre de Compagnon de la Libération. L'insigne de l'Ordre est la Croix de la Libération. Elle consiste en un écu de bronze rectangulaire portant un glaive, surchargé d'une croix de Lorraine et portant au revers la devise : « Patriam servando, Victoriam tulit » (« En servant la Patrie, il apporta la Victoire »). Le ruban de la décoration alliait le noir (le deuil de la patrie) au vert (l'espérance de la victoire et de la libération) et reprenait celui de la médaille commémorative de la guerre de 1870-1871. La croix de la Libération était remise par le général de Gaulle avec la formule suivante : « Nous vous reconnaissons comme notre Compagnon pour la Libération de la France, dans l'Honneur et par la Victoire ».

Ordonnance créant l'Ordre de la Libération

Les cinq premiers compagnons furent le capitaine de corvette Georges Thierry d'Argenlieu, le gouverneur Félix Eboué, originaire de Guyane, le lieutenant Emmanuel d'Harcourt, l'adjudant Bouquillard et le radiotélégraphiste Edmond Popieul.

1 059 croix ont été décernées entre la date de la création de l'Ordre et celle de la cessation d'attribution (23 janvier 1946) : 1 036 à des personnes physiques, 18 à des unités militaires de l'Armée de Terre, de l'Armée de l'Air et de la Marine. 5 croix ont été également décernées à des

communes françaises : Nantes, Grenoble, Paris, Vassieux-en-Vercors et l'île de Sein. Parmi les 1036 membres de l'Ordre de la Libération, 65 furent tués avant le 8 mai 1945, alors qu'ils étaient déjà Compagnons, et 252 reçurent cette distinction à titre posthume. Si bien qu'un peu plus de 700 d'entre eux ont survécu à la guerre. A deux reprises, l'Ordre est exceptionnellement ouvert de nouveau par le général de Gaulle, Grand Maître de l'Ordre et président de la République. Il attribue la Croix de la Libération à Winston Churchill (1958) et, à titre posthume, au roi George VI (1960), portant ainsi le nombre définitif des personnes titulaires de cette haute distinction à 1 038.

L'Ordre de La Libération représente, en fait, à travers une élite distinguée dans l'exemplarité de son action, toute la Résistance : la France Libre et la Résistance intérieure. André Malraux, Compagnon de la Libération, déclare en 1971 : « L'Ordre de la Libération n'est pas formé d'hommes qui se sont séparés des autres par leur courage, mais bien d'hommes à qui leur courage a donné la chance de représenter tous ceux qui, le cas échéant, n'avaient pas été moins courageux qu'eux. Il n'est pas une hiérarchie dans la Libération. Il est le symbole de la Libération »¹.

L'Ordre de la Libération est une décoration qui, dans l'ordre protocolaire, vient immédiatement après la Légion d'Honneur. C'est aussi, de façon étonnante, une sorte d'Ordre de chevalerie. Lors des funérailles du général de Gaulle à Colombey-les-Deux-Eglises, en 1970, seuls les Compagnons de la Libération ont été admis aux côtés des membres de la famille et des habitants du village.

Le dernier Compagnon sera enterré au *Mémorial de la France Combattante*, inauguré en 1960, au Mont-Valérien où furent fusillés de nombreux résistants : de part et d'autre d'une grande Croix de Lorraine, 17 caveaux ont reçu les corps de combattants et de résistants morts sur tous les théâtres d'opération (campagne de France de 1940, bataille d'Angleterre, campagnes de la France Libre, Résistance intérieure, Déportation, Libération et campagne d'Allemagne) et issus de la France et de l'Empire (trois tirailleurs, un Sénégalais, un Marocain et un Tunisien). Deux Compagnons y sont enterrés : Berthie Albrecht, de *Combat*, morte à la prison de Fresnes et Alfred Touny (*colonel Guérin*), fusillé à Arras. Un 18^e caveau, vide, attend la dépouille mortelle du dernier Compagnon. Chaque année, le 18 juin, une cérémonie a lieu au Mont-Valérien en présence du président de la République, du grand Chancelier de l'Ordre de la libération et des Compagnons survivants.

La pérennité de l'Ordre a été assurée par la loi de 1999 créant le Conseil national des communes « Compagnon de la Libération ».

Roger Crivelli
résistant du groupe Franc-Tireur de Roanne
Compagnon de la Libération
(1918-1943)

Roger Robert Crivelli - et non Grivelli, comme il est parfois écrit - est né à Lavoncourt (Haute-Saône) le 25 novembre 1918. Il était le fils d'un maçon d'origine italienne, Giacomo Battista Crivelli, âgé de 35 ans et de son épouse Marie Jeanne Joséphine Ferrand, âgé de 26 ans.

¹ Interview d'André Malraux à la TV, 17 juin 1971. Texte transcrit par Michelle Michel, conservateur du Musée de l'Ordre de la Libération dans : Musée de l'Ordre de la Libération : *Cinquantenaire de l'Ordre de la Libération* [catalogue du musée], Paris, 1990, p. 10.

Résistant du groupe Franc-Tireur, auteur de nombreux sabotages, il est abattu par la Gestapo à Roanne, le 4 juin 1943 à 5 heures, à son domicile, 3, rue de l'Agriculture à Roanne. Il a été fait Compagnon de la Libération.

A sa sortie de l'école communale, Roger Crivelli a d'abord aidé son père et appris le métier de maçon. Il est mobilisé en septembre 1939. En juin 1940, la débâcle le conduit à Toulouse où il reste un mois. De là il gagne Villefranche-sur-Saône où il travaille comme maçon jusqu'au début de 1942. Il part ensuite travailler comme cimentier à l'usine France-Rayonne de Roanne. L'usine, construite sous la direction de cadres allemands, fabrique un textile artificiel, la fibranne qui permet à l'Allemagne de remplacer la laine et le coton dont elle manque pour la confection des uniformes de la Wehrmacht.

Un groupe Franc-Tireur avait été fondé à Roanne, au début de 1942, par Pierre Bernheim et étendit progressivement son action. Roger Crivelli fait partie d'un groupe franc (ou « groupe urbain ») de ce mouvement, dirigé par Marcel Gallet. Après un premier travail de propagande - diffusion de journaux et de tracts - il apprend, en septembre 1942, le maniement des explosifs : Benjamin Roux, chef national des groupes francs, est venu apporter du matériel de sabotage et en fait la démonstration devant Marcel Gallet et ses amis. La première mission de sabotage de Roger Crivelli a lieu dans la nuit du 2 au 3 octobre 1942 à Roanne et vise le bureau de placement allemand. Deux bombes sont posées mais elles sont repérées avant d'exploser. Dans la nuit du 21 au 22 novembre 1942, Roger Crivelli participe à la réception du parachutage de Saint-Romain-la-Motte. Outre des containers contenant du matériel, deux hommes sont parachutés : Gilbert Mus, officier instructeur, spécialiste des sabotages venu de Londres et Géo Denviollet, radio. Ils trouvent refuge à Saint-Vincent-de-Boisset dans la propriété d'un médecin roannais, le docteur Adrian. D'autres réceptions de parachutages suivent, à Pouilly-sous-Charlieu, puis à Lentigny en mars 1943.

Un ordre venu de Lyon demanda de ralentir la production de France-Rayonne par le sabotage. Le groupe de sabotage mis sur pied à Roanne comprenait, avec Gilbert Mus, Gérard Henneberg qui était ingénieur d'aviation, Collin, Berthier, Serge Giry et Roger Crivelli. Le 28 décembre 1942, ce groupe réussit à l'usine France-Rayonne un sabotage qui en compromit la production pendant plusieurs semaines : la grande conduite d'eau qui venait de la Loire, traversait le canal et alimentait l'usine avait sauté ainsi que la station de pompage. Au début de 1943, à France-Rayonne, Roger Crivelli place une bombe dans un séchoir qui est pulvérisé, provoque l'incendie de réserves de fibranne et réussit à rendre non étanches les cuves de l'entreprise. En février, Roger Crivelli pose une bombe qui fait sauter la devanture du café « La pipe », tenu par un collaborateur, membre du PPF de Doriot.

En mars 1943, un employé de la SNCF, Boiserolles, qui appartient au groupe Franc-Tireur, avertit Marcel Gallet qu'un convoi ferroviaire chargé de camions militaires neufs devait stationner la nuit du 27 au 28 mars en gare de Roanne. Il partirait ensuite, à l'aube, pour l'Allemagne. Il serait gardé aux deux extrémités par des sentinelles allemandes. Georges Denviollet fabriqua les cartouches de plastic au domicile de Marcel Gallet. Crivelli, prévenu, rejoignit Boiserolles. Une bombe munie d'un crayon-allumeur fut placée sur chaque carter de moteur. Le feu d'artifice dura de dix heures et demie du soir jusqu'au lendemain matin. Soupçonné et arrêté par la police de Vichy, Roger Crivelli ne parla pas et fut finalement relâché.

Roger Crivelli n'était pas seulement un homme de l'ombre et du danger. Le 1^{er} mai 1943 montra qu'il pouvait aussi mener des actions pleines de panache : il réussit à trois heures du matin à monter au sommet de la grande cheminée de l'usine France-Rayonne et à y placer un drapeau tricolore à croix de Lorraine. Le même jour, à l'appel du Front National, des petits groupes défilent devant l'hôtel de ville de Roanne. Mais, l'étau se resserrait autour du groupe Franc-Tireur. A la suite d'un attentat commis à Iguerande (Saône-et-Loire) avec deux camarades, dont un sera arrêté quelques jours après, son chef lui recommande de changer de domicile, ce qu'il refuse.

La nuit du 3 au 4 juin 1943 marque la fin du groupe Franc-tireur à Roanne. Les Allemands, renseignés par des dénonciations, organisent un vaste coup de filet dirigé par un colonel du SD, venu de Châlon-sur-Saône. Vers 4 h du matin, un détachement de la Wehrmacht, accompagné de miliciens, prend position rue de l'Agriculture, autour de la maison de Mme Brossette. Dans cet immeuble, logent, au premier étage, Roger Crivelli et Victor Villemin. Un bruit suspect alerte Victor Villemin qui, par la fenêtre, aperçoit les soldats allemands qui pénètrent dans la maison ; il avertit son camarade qui dort dans la chambre voisine, puis retourne enfiler un pantalon. Roger Crivelli est décidé à vendre chèrement sa vie : couché, caché sous son édredon, il prend un pistolet dans chaque main. Le colonel, suivi de deux officiers et d'un civil, frappe à la porte de Victor Villemin et lui donne l'ordre d'ouvrir la porte de Roger Crivelli. La porte une fois ouverte, le colonel pousse Villemin dans la chambre et lui demande ses papiers. Alors qu'il retourne les chercher dans la chambre voisine, Roger Crivelli tire, couché, à travers l'édredon. Le colonel est tué, un autre officier est abattu mais Roger Crivelli est lui aussi touché de plusieurs projectiles. Victor Villemin s'empare d'un pistolet, tire sur les Allemands qui refluent dans l'escalier. L'un d'eux s'effondre, grièvement blessé au bas de l'escalier ; il meurt dans une clinique quelques heures plus tard.

Pendant que Roger Crivelli agonise, Victor Villemin réussit une extraordinaire évasion à travers les jardins. Blessé au pied alors qu'il est réfugié sur le toit d'un garage, il trouve asile chez des amis, rue Elisée-Reclus, puis se fait soigner à l'hôpital installé dans les locaux de l'Ecole Primaire Supérieure, rue de la Livatte. Un prêtre² lui prête finalement une soutane qui lui permet de rejoindre une ferme de l'Allier.

L'action de Roger Crivelli dans la Résistance est marquée par la précocité de son engagement politique et militaire, par une fougue toute juvénile et un extraordinaire mépris du danger. Membre du groupe Franc-Tireur, son courage et son goût de l'action furent au service d'une stratégie de sabotage de la production allemande en France et de destruction du matériel militaire. L'intimidation des collaborateurs était aussi privilégiée. Il était, au sein du mouvement Franc-Tireur, l'un de ces « terroristes » que dénonçait la propagande de Vichy. A une époque où ce type d'action était encore le seul possible, les coups portés à l'occupant et la réaction de celui-ci montrent que ces sabotages et attentats commençaient à jouer dans la guerre un rôle important.

Roger Crivelli fut fait *Compagnon de la Libération* à titre posthume, en janvier 1946, au titre de la Résistance intérieure. Sous-lieutenant à titre posthume, il est aussi Chevalier de la Légion d'Honneur, titulaire de la Croix de guerre 1939-1945 et de la Médaille de la Résistance. Il est aujourd'hui inhumé dans le cimetière de son village natal, Lavoncourt. Une plaque commémorative a été placée sur la maison où il a été tué ; son nom a été donné à la rue de l'Agriculture à Roanne.

Eugène Déchelette

(1906-1973)

Compagnon de la Libération

Eugène Déchelette rejoignit, l'un des premiers, la France Libre. Une mission en France occupée et le courage montré dans ses fonctions de délégué militaire régional (Région R5) lui valurent d'être fait *Compagnon de la libération*.

² Pour Jean Cabotse qui a recueilli le témoignage de Victor Villemin, il s'agit de l'abbé Migeat, curé de la chapelle de l'Arsenal. Selon Jean Nocher, dont la version nous paraît moins sûre, c'est l'abbé Martzen, prêtre luxembourgeois réfugié à Roanne et devenu vicaire de la paroisse Saint-Etienne.

Eugène Déchelette était né le 5 janvier 1906 à Roanne (Loire), fils de Victor Déchelette, industriel, et d'Elizabeth Geoffroy. Les Déchelette étaient de grands industriels du textile, installés à Roanne et à Montagny (Loire). Les membres de la branche roannaise étaient marqués par la tradition du catholicisme social d'Albert de Mun et de La Tour du Pin. Victor, le père d'Eugène, avait écrit une étude sur *La condition de l'ouvrier tisseur roannais* (1897). Le patriotisme allait de soi : le grand-oncle d'Eugène, Joseph Déchelette, l'un de nos plus grands archéologues - le musée de Roanne porte son nom -, s'était engagé à 53 ans en 1914 et, capitaine d'infanterie, fut tué quelques semaines plus tard. Ses neveux et successeurs à la tête de l'entreprise, Victor et Charles Déchelette, père et oncle d'Eugène, furent internés pour faits de Résistance au fort Montluc, à Lyon, pendant trois mois, en 1944.

Eugène Déchelette, licencié en droit et diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques, fut d'abord employé puis ensuite administrateur de la société familiale des textiles Déchelette (S.A. Déchelette-Despieres), fondée en 1855 à Roanne par son arrière-grand-père, Benoît Déchelette, époux de Charlotte Despieres.

Officier de réserve, Eugène Déchelette est mobilisé en 1939. Il participe à la campagne de 1940 en Lorraine, Belgique et Hollande. Fait prisonnier à Lille, il s'évade dans des conditions difficiles et rejoint Londres au mois de juillet où il s'engage dans les Forces Françaises Libres. Il est officier de renseignement au Haut-Commissariat du Pacifique : dès 1940 la Polynésie, les Nouvelles-Hébrides et la Nouvelle-Calédonie se sont, en effet, ralliées à la France Libre. Puis, au début de 1944, Déchelette se porte volontaire pour une mission en territoire occupé par l'ennemi.

En janvier 1944, Eugène Déchelette est, sous le pseudonyme d'*Ellipse*, parachuté près de Limoges. Officier de la France Combattante, il a été désigné comme Délégué militaire régional (DMR) de la Région R5, l'un des douze DMR³ qui doivent être installés en France, sous l'autorité nationale de Jacques Chaban-Delmas et, en zone Sud, sous celle de Maurice Bourgès-Maunoury. Ces délégués militaires régionaux n'avaient pas de fonctions de commandement mais devaient conseiller les responsables locaux de la Résistance et les pousser à s'entendre pour désigner un chef militaire de région, demander à Londres les moyens nécessaires en armes et en argent et répartir ces moyens. Ils disposaient chacun d'une petite équipe d'officiers opérateurs radio et instructeurs en sabotages ; ils étaient aussi chargés de mettre en œuvre les plans élaborés avec les organisations de Résistance et visant à paralyser, le jour venu, les communications ennemies. La mission était difficile. Elle exigeait un charisme personnel et de la diplomatie ; il fallait s'adapter aux conditions locales et coopérer avec les chefs de la Résistance intérieure. L'esprit de décision était nécessaire pour coordonner et diriger le soulèvement des maquis. La mission était dangereuse : les DMR avaient suivi un stage de SOE⁴ et avaient été avertis que, d'après les prévisions statistiques, la moitié d'entre eux seraient probablement arrêtés au bout du 5^e mois de leur mission : ils avaient donc reçu la fameuse ampoule de cyanure... Sept sur douze sont morts en mission ou ont été déportés.

Eugène Déchelette joua un rôle important dans les maquis du Limousin et coordonna la libération des principales villes de sa région. Lors de la campagne de répression entreprise par une colonne allemande dans le département de la Creuse, entre le 14 et le 23 juillet 1944, il se rendit personnellement sur les lieux et réussit à galvaniser les mouvements de résistance et à regrouper ensuite tous les FFI pour les préparer aux prochains combats. Le rôle des Délégués militaires régionaux est resté mal connu du grand public. Jean-Louis Crémieux-Brilhac, historien

³ La fonction de DMR n'est officiellement créée qu'en avril 1944.

⁴ Special Operations Executive, services secrets britanniques d'action et de subversion.

de la France Libre, leur a rendu hommage et estime que, « tout compte fait, leur réussite aura été comparable à celle des préfets et Commissaires de la République »⁵.

Eugène Déchelette fit ensuite partie de la Mission Chaban-Delmas, puis fut démobilisé en 1946 avec le grade de lieutenant-colonel honoraire. Rentré à Roanne, il reprend alors ses fonctions à la S.A. Déchelette-Despierres dont il devient le PDG. Lorsque la Société est absorbée en 1966 par le groupe Dolfuss-Mieg, Déchelette conserve ses fonctions de PDG jusqu'en 1971. Il exerce ensuite les fonctions de conseiller technique auprès de sociétés de tissage tout en possédant également un élevage de bovins en Saône-et-Loire. Il avait épousé une Anglaise, Brigitte Burke, dont il eut deux enfants ; tous deux vivaient dans leur belle maison de la rue de Charlieu à Roanne tout en faisant de nombreux séjours dans leur propriété de Saint-Didier-en-Brionnais, héritée des Despierres et qui était depuis des décennies le lieu de rassemblement de la famille Déchelette.

Eugène Déchelette ne fit qu'une seule incursion dans le domaine politique. En novembre 1958 eut lieu l'élection - au scrutin majoritaire - de la première Assemblée Nationale de la Ve République. Eugène Déchelette accepta d'être le suppléant de Meyer, candidat de l'Union pour la Nouvelle République (UNR, gaulliste) qui venait d'être créée. C'est Paul Pillet (*Entente démocratique*, centre gauche), premier adjoint au maire de Roanne, qui fut élu (19 400 voix), devançant Meyer (11 900 voix) et Jean Diat, candidat communiste et député sortant.

Eugène Déchelette est décédé le 8 novembre 1973 à Troyes lors de son retour du pèlerinage annuel à Colombey-les-Deux-Eglises, organisé par la Chancellerie de l'Ordre de la Libération. Il a été inhumé le 11 novembre 1973 à Saint-Didier-en-Brionnais, près de Marcigny (Saône-et-Loire).

Eugène Déchelette avait été fait *Compagnon de la Libération* le 17 novembre 1945 au titre de la Résistance intérieure mais, rallié au général de Gaulle dès juillet 1940, il avait joué aussi un rôle important dans la France Libre. Il était Officier de la Légion d'Honneur, Grand Officier de l'Ordre National du Mérite, Croix de Guerre 1939-1945, Médaillé de la Résistance, titulaire de plusieurs distinctions et décorations étrangères : Officer of the Legion of Merit (USA), Officer of the British Empire (GB).

Paul Rivière

(1912-1998)

Compagnon de la Libération

député de la Loire

Pseudonymes : Claude, François, Charles-Henri, Sif bis, Galvani, Marquis

Paul Rivière est né le 22 novembre 1912 à Montagny (Loire) où son père était directeur d'école.

Licencié ès Lettres, il enseigne les lettres classiques chez les Chartreux à Lyon en 1932-1933. avant d'effectuer son service militaire au 5^e Bataillon de Dragons Portés. Libéré comme maréchal des logis Paul Rivière entre comme devient professeur de lettres à l'externat Saint-Joseph à Lyon.

⁵ Jean-Louis Crémieux-Brilhac : *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 768.

En 1939 Paul Rivière est mobilisé et envoyé comme instructeur à l'Ecole de Cavalerie de Saumur pour la formation des élèves officiers de réserve. Il participe, aux côtés des cadets de Saumur, à la défense du passage sur la Loire face à l'envahisseur nazi. Il est blessé le 20 juin 1940 par un éclat d'obus. Opéré à l'hôpital de Niort, il est évacué le lendemain sur Bordeaux puis sur Toulouse où il séjourne un mois avant de poursuivre sa convalescence dans sa maison de Tarare dans la région lyonnaise.

En octobre 1940, remis de ses blessures, Paul Rivière reprend son poste de professeur à l'externat Saint-Joseph et prépare parallèlement l'agrégation de lettres classiques. Début 1941, cherchant à rejoindre les Forces Françaises Libres, il fait, par l'intermédiaire d'un officier anglais, une tentative de départ pour l'Angleterre par Port-Vendres où un sous-marin doit venir le prendre ; l'opération échoue.

Le R. P. Chaillet, de *Témoignage chrétien*, le met, quelques temps plus tard, en contact avec Henri Frenay et, fin février 1941, il adhère, sous le pseudonyme de *Claude*, au mouvement "Les Petites Ailes" qui prend en novembre 1941, le nom de « Combat ». En juillet 1941, Paul Rivière abandonne l'enseignement pour se consacrer à la Résistance. Responsable régional de « Combat » en Rhône-Alpes pour le recrutement, l'organisation et la propagande, il décide, en février 1942, de se consacrer à l'action militaire. Avec Raymond Fassin (alias *Sif*), officier de liaison de Jean Moulin, il recherche des terrains de parachutage et d'atterrissage, des points d'émission radio, etc.

Le 23 juin 1942, à Clermont-Ferrand, il est arrêté par la police de Vichy, au lendemain d'un parachutage, pour détention de faux papiers. Détenu à la prison Saint-Paul, il est jugé le 31 octobre 1942 et condamné à quatre mois de prison et 4 000 francs d'amende ; il est libéré le soir même. Il reprend contact avec Fassin (*Sif*) et sous divers noms (*François*, *Charles-Henri* et *Sif bis*), passe complètement au service de la Résistance action, chargé en 1943, d'organiser en zone Sud des atterrissages, réceptions de parachutages et l'organisation des services de transmission radio en zone Sud.

Mais en raison de l'arrestation de Jean Moulin à Caluire le 21 juin 1943, Rivière ne peut accomplir les stages qui lui étaient réservés dans des écoles britanniques (brevet de parachutiste, licence d'atterrissage). Son stage de parachutiste est finalement ramené à deux jours seulement et le 21 juillet 1943, le colonel Passy, chef du BCRA, l'envoie en France pour remplacer Bruno Larat, responsable du Centre d'Opérations d'Atterrissages et de Parachutages (COPA), également arrêté à Caluire.

Paul Rivière est donc parachuté au-dessus de la Saône-et-Loire, près de Cormatin, sous le pseudonyme de *Galvani* qui devient plus tard *Marquis*. Il prend alors le commandement de la Section Atterrissage et Parachutage (SAP) pour la Zone Sud et la région B. Il organise personnellement 13 atterrissages clandestins comprenant l'acheminement d'un nombre considérable d'agents de Londres et d'Alger, la réception de budgets venus d'Angleterre, de matériel, etc. Paul Rivière organise également le départ en avion pour Londres de nombreuses personnalités comme le général de Lattre de Tassigny, André Le Troquer, Henri Queuille ou encore Jacques Chaban-Delmas. Sur ordre de Jean Moulin, il part pour l'Angleterre le 16 juin 1943 dans le cadre d'une opération aérienne avec Henri Frenay.

De cette époque date sa rencontre avec Geneviève Devilliers, avec laquelle il mène le combat jusqu'à la Libération. Elle devient sa femme et sa compagne de Résistance. En mai 1944, il est rappelé à Londres et est de nouveau parachuté en Saône-et-Loire, le 7 juin 1944, après avoir rencontré le général de Gaulle. A Lyon, il répartit aux Délégués militaires régionaux (DMR) de R1 et R2 cinquante-cinq millions de francs parachutés quelques jours auparavant.

Jean-Louis Crémieux-Brilhac, dans son histoire de *La France Libre*, rend hommage à ces *officiers régionaux d'opérations* qui « tel Marquis (Rivière)⁶ en région Rhône-Alpes » ont « joué un rôle capital » et « permis la multiplication des parachutages et des atterrissages »⁷.

Après la fin de la guerre, l'ancien professeur de latin et de grec est de ces Résistants, assez nombreux, qui sont restés dans l'armée. Il est maintenu dans le service armé jusqu'en juillet 1947 avec le grade de lieutenant-colonel, affecté au Cabinet du Ministre des Armées puis à la DGER, le service de renseignements français. En août 1947, il s'engage derrière le général de Gaulle au Rassemblement du Peuple Français (RPF) puis, reprenant du service actif, part pour l'Indochine en janvier 1953.

De retour en France en 1955, il est envoyé en Algérie avant d'être nommé, en août 1956, attaché militaire adjoint près l'ambassade de France à Tokyo. Il rentre du Japon en 1960. Il est ensuite affecté comme chef de poste de sécurité militaire du Corps d'Armée d'Alger et, le 1^{er} mai 1961, devient directeur de la sécurité militaire pour l'Algérie et le Sahara, ce qui signifie qu'il est engagé en première ligne dans la lutte contre l'Organisation de l'Armée Secrète (OAS) qui rassemble les partisans de l'Algérie française et tente de renverser De Gaulle.

En novembre 1962, Paul Rivière est élu député de la Loire battant de quelques voix Ennemond Thorat, candidat radical de gauche (16 350 voix contre 16 019). Le gaulliste Paul Rivière venait de s'implanter dans l'ancienne circonscription de Georges Bidault, rallié à l'OAS et réfugié au Brésil. Paul Rivière est ensuite constamment réélu en 1967, 1968 et 1973, avec Marguerite Gonon comme suppléante. De 1967 à 1978, il est membre du Conseil de l'Europe et maire de Montagny de 1965 à 1983. Paul Rivière est décédé le 16 décembre 1998 à Lyon. Il a été inhumé à Montagny dans la Loire.

Paul Rivière avait été fait *Compagnon de la Libération*, le 24 mars 1945. Il était Commandeur de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-1945 (6 citations), Médaillé de la Résistance avec Rosette, Croix du Combattant Volontaire de la Résistance, Médaille des Evadés, Croix de la Valeur Militaire (Algérie, 3 citations), Médaille Coloniale avec agrafe "Extrême-Orient" [Indochine]. Il était aussi titulaire de plusieurs distinctions et décorations étrangères : Officier de l'Ordre de l'Empire Britannique, Military Medal (GB), Officier de la Couronne Belge, Croix de Guerre Belge avec palme, Croix de Guerre Tchèque et Croix de la Vaillance Polonaise.

Claude Latta

Source et bibliographie

Ordre de la Libération

- Le site internet du Musée de l'Ordre de la Libération (www.ordredelaliberation.fr) comporte de nombreuses biographies de Compagnons.
- Grande chancellerie de l'Ordre de la Libération : *Mémorial des Compagnons de la Libération. Compagnons morts entre le 18 juin 1940 et le 8 mai 1945*, Paris, 1961, 577 p.
- Musée de l'Ordre de la Libération : *Cinquantenaire de l'Ordre de la Libération* [catalogue du musée], Paris, 1990, 607 p.
- Miquel (Pierre) : *Compagnons de la Libération*, Paris, Denoël, 1995.

⁶ Marquis fut, comme l'indique d'ailleurs Jean-Louis Crémieux-Brilhac, l'un des pseudonymes de Paul Rivière.

⁷ Jean-Louis Crémieux-Brilhac : *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, p. 744.

Roger Crivelli

- Etat civil de Lavoncourt (Haute-Saône) et de Roanne (Loire).
- « Roger Crivelli », site internet de l'Ordre de la Libération.
- Jean Cabotse : *Le Roannais dans la guerre 1940-1945*, Le Coteau, Horvath, 1985.
- Colonel René Gentgen : *Résistance Loire*, Montferrat, Editions Esperluette, 1992.
- Colonel René Gentgen : *La Résistance civile dans la Loire*, Lyon, Editions lyonnaises d'art et d'Histoire, 1996.
- *Mémorial de l'Ordre de la Libération*, Paris, Ordre de la Libération, 1961.
- Jean Nocher : *Les clandestins*, cité par Gentgen : *Résistance Loire*.
- Dominique Veillon : *Le Franc-Tireur, un journal clandestin, un mouvement de Résistance 1940-1944*, Paris, Flammarion, 1977.

Eugène Déchelette :

- Notice biographique d'Eugène Déchelette, site internet de l'Ordre de la Libération.
- Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché : *Histoire de la Résistance en France*, tome 3 novembre 1942/septembre 1943, Paris, Robert Laffont, 1972.
- Daniel Cordier : *Jean Moulin ou la République des catacombes*, Paris, Robert Laffont.
- Jean-Louis Crémieux-Brilhac : *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996.
- Marie-Suzanne Binétruy : *Joseph Déchelette*, préface d'Henri Delporte, Lyon, Lugd, 1994.

Paul Rivière :

- Notice biographique de Paul Rivière, site internet de l'Ordre de la Libération
- « Nécrologie : Paul Rivière : grand résistant et député du Roannais », *Le Pays Roannais*, 25 décembre 1998.
- Henri Noguères et Marcel Degliame-Fouché : *Histoire de la Résistance en France*, tome 3, novembre 1942/septembre 1943, Paris, Robert Laffont, 1972.
- Jean-Louis Crémieux-Brilhac : *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Paris, Gallimard, 1996.



Motif central du collier de l'Ordre de la Libération